



**EXTRAIT**  
**du registre des Délibérations du Conseil Municipal**  
**séance du 25 juin 2024**

| NOMBRE DE MEMBRES                    |             |   |
|--------------------------------------|-------------|---|
| Afférents au<br>Conseil<br>Municipal | en exercice | qui ont pris<br>part à la<br>Délibération |
| 45                                   | 45          | 40  |

**2024 - 88      PROTECTION FONCTIONNELLE**  
**REPARATION DU PREJUDICE SUBI**

Le Conseil Municipal de la Commune de GRASSE, dûment convoqué le 17 juin 2024, s'est réuni le mardi 25 juin 2024 à 14h30 au Palais des Congrès, salle Gérard PHILIPPE sous la présidence de Monsieur Jérôme VIAUD, Maire.

PRESENTS : Monsieur Jérôme VIAUD, Maire et Mesdames et Messieurs les Adjoints :

Valérie COPIN, Christophe MOREL, Aline BOURDAIRE, François ROUSTAN, Catherine BUTTY, Gilles RONDONI, Claude MASCARELLI, Nicolas DOYEN, Nicole NUTINI, Ali AMRANE, Murièle CHABERT, Pascal PELLEGRINO, Marie-Madeleine GUALLINO, Cyril DAUPHOUD, Anne-Marie DUVAL, Dominique BOURRET, Marie CHABAUD, Roger MISSENTI, Mélanie ZARRILLO, Philippe BONELLI, Annie OGGERO-MAIRE, Serge PERCHERON, Laurence COSTE, Richard KISS, Jeannette GISQUET, Jean-Pierre BICAIL, Jocelyne BUSTAMENTE, Jean-François LAPORTE, Stéphanie MANDREA, Charles FERRERO, Levanna CALATAYUD, Alexandre GAIFFE, Paul EUZIERE, Magali CONESA, Philippe-Emmanuel de FONTMICHEL, Mékia Noura ADDAD, Bernard BRUNEAU.

PART EN COURS DE SEANCE :

Madame Levanna CALATAYUD  
(Prend part aux délibérations N°84 à N°127)

PART EN COURS DE SEANCE SANS PROCURATION :

ABSENTS EXCUSES :

Monsieur Jean-Marc GARNIER  
Madame Karine GIGODOT  
Monsieur Franck BARBEY

ABSENTS EXCUSES SANS PROCURATION :

Monsieur Stéphane CASSARINI  
Madame Myriam LAZREUG

ABSENT SANS PROCURATION :

Monsieur Patrick ISNARD  
Monsieur Jean-Paul CAMERANO

ARRIVE EN COURS DE SEANCE :

Madame Aline BOURDAIRE  
(Prend part aux délibérations N°103 à N°143)  
Madame Mekia Noura ADDAD  
(Prend part aux délibérations N°91 à N°143)

PROCURATION :

Madame Aline BOURDAIRE à Madame Mélanie ZARRILLO  
Monsieur Jean-Marc GARNIER à Monsieur François ROUSTAN  
Madame Karine GIGODOT à Madame Valérie COPIN  
Monsieur Franck BARBEY à Monsieur Christophe MOREL  
Madame Levanna CALATAYUD à Madame Stéphanie MANDREA

Les Conseillers présents formant la majorité des membres en exercice, il a été procédé à la nomination d'un Secrétaire pris dans le sein du Conseil. Madame Valérie COPIN, ayant obtenu la majorité des suffrages, a été désignée pour remplir ces fonctions qu'elle a acceptées.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, a adopté le procès-verbal de la séance du 2 avril 2024.

En vertu de l'article L. 2122-23 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Maire donne lecture des décisions prises en application de la délégation qui lui a été consentie par délibération n° 2020-26 du 28 mai 2020 en ce qui concerne l'article L. 2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Question retirée à l'ordre du jour :

VILLE DE GRASSE  
CONSEIL MUNICIPAL

2024 - 88

DU 25 JUIN 2024

PROTECTION FONCTIONNELLE  
REPARATION DU PREJUDICE SUBI

RESUME SYNTHETIQUE DU RAPPORT

La présente délibération concerne la réparation du préjudice subi le 1<sup>er</sup> mai 2022 dans le cadre de ses fonctions par Monsieur [REDACTED] Brigadier-chef principal au sein de la Police Municipale.

INCIDENCE BUDGETAIRE

| SERVICE GESTIONNAIRE | IMPUTATION BUDGETAIRE | MONTANT H.T. |
|----------------------|-----------------------|--------------|
| JURIDIQUE            | DEPENSES              | 1 500 €      |

Madame Valérie COPIN expose :

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2121-29 et L.2122-21,

Vu le Code général de la fonction publique et notamment ses articles L.134-5 et L.134-8,

Considérant que tout agent public bénéficie, en raison de ses fonctions et indépendamment des règles fixées par le code pénal et par les lois spéciales, d'une protection organisée par la collectivité publique qui l'emploie à la date des faits en cause ou des faits ayant été imputés de façon diffamatoire.

Considérant que la collectivité publique est tenue de protéger le fonctionnaire contre les atteintes volontaires à l'intégrité de sa personne, les violences, les agissements constitutifs de harcèlement, les menaces, les injures, les diffamations ou les outrages dont il pourrait être victime sans qu'une faute personnelle puisse lui être imputée.

Considérant que dans ce cadre, la collectivité est tenue, le cas échéant, de réparer le préjudice qui en est résulté.

Considérant que [REDACTED], Brigadier-chef principal au sein de la Police Municipale, a été victime le 1<sup>er</sup> mai 2022, dans l'exercice de ses fonctions, de faits :

- d'outrages commis par [REDACTED],
- de violences n'ayant pas entraîné d'incapacité de travail commis par [REDACTED].

Considérant que le Tribunal judiciaire de Grasse, par deux ordonnances d'homologation statuant sur l'action en date du 26 janvier 2024, a condamné :

- [REDACTED] à verser la somme de 500 euros à [REDACTED] au titre du préjudice subi,
- [REDACTED] à verser la somme de 1 000 euros à [REDACTED] au titre du préjudice subi.

Considérant que [REDACTED] bénéficie de l'octroi de la protection fonctionnelle pour les faits exposés ci-dessus par un arrêté PF-2022-8 en date du 5 juillet 2022.

Considérant qu'il convient, conformément aux dispositions de l'article L.134-5 du Code général de la fonction publique, que la Commune procède à l'indemnisation des préjudices subis par Monsieur Alain BATOCCHIONI, évalués à un montant total de 1 500 euros.

Considérant que la Commune est subrogée dans les droits de Monsieur Alain BATOCCHIONI pour obtenir de Messieurs Adel AYACHI et Abdelfatah AYACHI la restitution de la somme versée, conformément aux dispositions de l'article L.134-8 du Code général de la fonction publique.

La commission Optimisation et performance des moyens et ressources ayant été saisie de ce dossier dans sa séance du 4 juin 2024,

Je vous demande de bien vouloir :

- **APPROUVER** l'indemnisation de Monsieur Alain BATOCCHIONI pour les faits subis par celui-ci dans le cadre de l'exercice de ses fonctions le 1<sup>er</sup> mai 2022 ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire à ordonner le paiement de la somme de 1 500 € au titre de l'indemnisation des préjudices subis par Monsieur Alain BATOCCHIONI ;
- **AUTORISER** Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué à entreprendre toute démarche auprès de Messieurs Adel AYACHI et Abdelfatah AYACHI, afin d'obtenir la restitution de la somme versée à Monsieur Alain BATOCCHIONI.

Après en avoir délibéré le Conseil Municipal, à l'unanimité des membres présents ou représentés, adopte.

Delibération affichée le **27 JUIN 2024**  
suivent les signatures  
**POUR EXTRAIT CONFORME**  
Le Maire,



h.

La Secrétaire de séance  
Valérie COPIN, Première Adjointe



Certifié exécutoire compte tenu de la publication sur le site internet le **27 JUIN 2024**